Extrait du www.acdn.net

https://www.acdn.net/spip/spip.php?article501

APPEL

Non à la guerre, non à l'OTAN !

Date de mise en ligne : vendredi 27 mars 2009

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

A l'occasion du soixantième anniversaire de l'OTAN, nous vous appelons à venir manifester à Strasbourg le 4 avril 2009 contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN et à participer au contre-sommet pour affirmer qu'un monde de justice et de paix est possible.

* Nous l'affirmons avec force : la France doit renoncer à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN. Elle doit rompre avec une politique aux visées dominatrices méprisant les droits des peuples.

* Nous refusons la vision dangereuse et manichéenne de la "guerre des civilisations" et toutes réponses militaires aux crises mondiales et régionales.

* Nous rejetons la course aux armements et refusons de vivre dans la crainte du recours à l'arme nucléaire. Il est inacceptable que les dépenses militaires engloutissent l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité ; d'autant plus que les gouvernements voudraient faire payer aux peuples les dégâts du libéralisme financier.

* Nous exigeons la fermeture des bases militaires étrangères dans tous les pays.

Pour construire un monde plus sûr et plus juste, nous voulons démilitariser et démocratiser les relations entre les peuples et établir de nouvelles formes de solidarité et de coopération.

En Afghanistan, le bilan de l'occupation militaire est dramatique. Les populations afghanes doivent retrouver les moyens de décider de leur avenir. Il est temps de mettre en oeuvre une solution politique internationale fondée sur l'aide d'urgence et la reconstruction dans le respect des droits du peuple afghan, en particulier des droits des femmes. Nous demandons le retrait du dispositif militaire français des troupes de l'Otan.

Premières organisations signataires (au 24 mars 2009) :

ACCA, ACG, ACDN, Les Alternatifs,Alternative Libertaire, ANECR, ATTAC, Américains contre la guerre (AAW), ARAC, Clubs UNESCO de l'Isère, CNCU, Collectif des Iraniens contre la guerre, Collectif Faty Koumba, Collectif la Guerre Tue, Collectif les Femmes en noir, Confédération d'action communiste, DIDF, Enseignants pour la Paix, Europe solidaire sans frontières (ESSF), Le Cactus Gauche républicaine, Droit-Solidarité, FSU, Initiative Féministe Européenne, IPAM/CEDETIM, Ligue internationale des Femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), Marche Mondiale des Femmes, MARS-Gauche Républicaine, MJCF, MRAP, Le Mouvement de la Paix, M'PEP, NPA, Organisation de Femmes Egalité, Parti Pour La Décroissance (PPLD), PCF, Parti de Gauche, PCOF, Réseau Sortir du Nucléaire, UEC, UJFP , Union pacifiste, Union Syndicale SOLIDAIRES, Les Verts...

- Programme provisoire du Contre-Sommet :

- Manifestation le samedi 4 avril dans l'après-midi à Strasbourg
- Une Conférence Internationale du 2 au 5 avril
- Un programme culturel
- Un village international autogéré

Copyright © www.acdn.net

Des actions directes non-violentes

- Interpellation des parlementaires

Le 17 mars 2009, l'Assemblée Nationale a débattu de la réintégration de la France au sein du commandement unifié de l'OTAN. Le vote qui a suivi le débat a entériné sans surprise la proposition du gouvernement, par 330 voix pour et 238 voix contre, sur 568 suffrages exprimés (9 députés UMP n'ayant pas pris part au vote).

On trouvera sur le site www.otan-non.org les justifications des uns et des autres, et ci-dessous une réponse qui nous est parvenue récemment.

Connaître les positions de chacun n'est pas anodin et reste d'actualité. En effet, ce qu'un vote a fait un jour, un autre vote dans d'autres circonstances, avec un autre rapport de forces issu d'autres élections, pourrait le défaire un autre jour.

Un autre sujet capital mérite aussi d'être soulevé : celui du désarmement nucléaire. Nous invitons nos concitoyens à interpeller leurs élus à ce sujet.

Voir l'ENGAGEMENT CITOYEN

Les réponses qui nous seront transmises seront publiées sur le site d'ACDN.

OTAN : Exemple de réponse reçue

- Pierre Forgues
- **Député des Hautes Pyrénées**
- **Vice-Président Conseil Régional Midi-Pyrénées**

/Réf. : AN/MF/2009.023/

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre e-mail dénonçant la réintégration de la France dans l'OTAN et il a retenu toute mon attention.

J'ai décidé de voter « NON » à cette réintégration notamment pour les raisons ci-après.

*1) La décision du Président de la République constitue, une véritable rupture, un changement profond tant en matière de défense que de politique étrangère*

Notre pays avait une position originale dans l'Alliance Atlantique, en ayant quitté le commandement militaire intégré tout en étant resté membre politique : participation de nos forces aux côtés de celles de nos alliés en cas d'emploi décidé en commun et autonomie de décision des autorités françaises. Cette position a fait jusqu'ici consensus en France aussi bien à droite qu'à gauche.

Copyright © www.acdn.net

Dans un monde plus que jamais incertain, la France doit garder une libre appréciation des réalités internationales et y jouer pleinement son rôle sans devoir automatiquement s'aligner sur la posture américaine au nom de la solidarité transatlantique. Pour la plupart des pays, l'autonomie affichée de la France lui confère une dimension particulière et constitue un élément de sa force politique. On a vu combien cette liberté d'appréciation et d'action était précieuse dans l'affaire irakienne. Elle le reste indéniablement dans le monde arabe et dans bien d'autres parties du monde.

Pour autant la France a toujours cherché à concilier l'indépendance de ses choix militaires, ses ambitions en faveur de la défense européenne et la nécessaire solidarité transatlantique quand nous décidions de nous engager dans une opération conduite par l'Otan.

La France est forte de cette position particulière au sein de l'Alliance qui a l'avantage de ne plus faire débat en politique intérieure et qui est tout à fait admise par les Américains. Pourquoi en changer aujourd'hui ?

***2) Qu'est-ce qui aujourd'hui justifie un changement de notre part ?***

Rien ne justifie aujourd'hui sur le fond notre retour

Le rôle et les objectifs de l'OTAN restent flous. L'alliance militaire est parfois perçue comme menaçante et la tendance est à « militariser » par le biais de l'Otan toutes les questions de sécurité (sécurité énergétique, environnement) ; son champ géographique s'est élargi sans que l'on sache à quoi il correspond vraiment ; l'unilatéralisme militaire pratiqué par l'équipe Bush a poussé l'OTAN à agir comme si l'alliance était devenue le « bras armé des croisades de l'occident » ; et l'on connaît les résultats désastreux de cette politique ;

***3) Le retour dans l'OTAN est une menace pour l'Europe de la défense***

Seule l'autonomie de nos armées et de nos états-majors garantit la possibilité de construire de façon autonome une défense européenne, certes en liaison avec l'OTAN mais sans lui être subordonnée. Ce qu'il faut faire, c'est relancer avec détermination la défense européenne comme cela a été fait entre 1998 et 2001, dynamique qui n'existe plus actuellement. Ce n'est pas la position de la France face au commandement intégré de l'OTAN qui bloque la défense européenne. En revanche, la normalisation de notre statut dans l'alliance ne renforce pas la cohésion européenne. On peut même craindre que notre retour au sein de l'OTAN soit pour nos voisins le signal d'une moindre priorité donnée à la défense européenne.

Pour nos industries de défense et pour les emplois de ce secteur, la « normalisation » impliquera le triomphe sans partage d'une intégration dans les normes et standards américains.

***4) Conclusion***

En tout état de cause, il s'agit plus d'un alignement, d'une banalisation de notre pays que de l'affirmation d'une véritable identité de la France au plan international.

C'est une nouvelle illustration de la méthode brouillonne du président de la République : décision hâtive prise au mauvais moment, sans aucune concertation et sans contrepartie. Et sans connaître l'attitude de la nouvelle administration américaine sur le rôle de l'OTAN et des alliés. L'impatience de devenir le Tony Blair d'OBAMA ne justifie pas de sacrifier les intérêts de la France et des Français.

Copyright © www.acdn.net

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression des mes sentiments dévoués.

Pierre Forgues

- Député des Hautes Pyrénées
- Vice-Président Conseil Régional Midi-Pyrénées
- 1, rue Emile Péreire BP 526
- 65005 Tarbes Cedex
- Tél : 05 62 38 00 42
- Télécopie : 05 62 38 09 60

Copyright © www.acdn.net